
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 1^{er} au 7 novembre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

USMCA et relations Mexique / Etats-Unis

Les autorités mexicaines annoncent la signature du nouvel accord commercial nord-américain (USMCA) à la fin du mois de novembre, à la veille de l'investiture du Président-élu Lopez Obrador.

Les échanges commerciaux du Mexique avec les Etats-Unis se sont contractés en septembre (les exportations et les importations du Mexique ont diminué de respectivement -6,3% et -4% sur la période). **Pour autant sur janvier - septembre 2018, les exportations du Mexique vers les USA ont atteint un niveau record, 258 Mds USD, le plus haut enregistré sur cette période.**

Economie

Les institutions financières interrogées dans le cadre de l'enquête mensuelle de Citibanamex anticipent un durcissement de la politique monétaire (ce qui hisserait le taux directeur à 8% pour la fin de l'année 2018), un niveau d'inflation plus élevé que prévu (3,8% g.a. pour fin 2018 vs. 2,1% g.a. initialement prévu), une dépréciation du peso face au dollar (19,35 MXN/USD pour fin 2018 vs. 18,85 MXN/USD initialement prévu) et une croissance à 2% (g.a.) pour 2018 (vs. 2,1% g.a. prévue initialement).

Le centre de recherche économique de Citibanamex anticipe une croissance de 1,7% (g.a.) pour 2019, une modération des dépenses publiques et un plus faible niveau d'investissement. Il prévoit un taux de change à 21 MXN/USD pour la fin de l'année et 20,50 MXN/USD pour 2019. Citibanamex anticipe un taux directeur à 8% pour la fin de l'année 2018 et une inflation de 4% en 2019.

Selon Citibanamex, l'indice de confiance des consommateurs poursuit sa croissance : il a crû de +1,2% entre octobre et septembre 2018, soit une croissance de +16,5% en g.a.

Selon Citibanamex, l'investissement brut s'est contracté de -3,4% entre juillet et août 2018, en raison d'une baisse des dépenses dans la construction et dans la machinerie. L'investissement brut a en revanche crû de +2,3% en g.a.

Lors de la journée électorale (*mid-terms*) aux Etats-Unis le 6 novembre 2018, le peso s'est apprécié d'1% face au dollar, avant de se déprécier de 0,55% le 7 novembre. La dépréciation du peso enregistrée au lendemain des *mid-terms* s'expliquerait par les potentielles difficultés auxquelles pourrait faire face le Président états-uniens pour ratifier l'USMCA. Le marché des changes reste attentif à la politique monétaire de la FED, à l'inflation mexicaine et au budget 2019 du futur gouvernement mexicain. Le marché s'attend à ce que la FED n'augmente pas son taux directeur ce mois-ci mais prévoit une hausse de ce taux au cours de l'année 2019, ce qui ferait pression sur la monnaie mexicaine.

Selon une enquête réalisée entre le 17 et le 26 octobre 2018 par la Banque Centrale mexicaine (Banxico) sur un panel d'experts, 48% des enquêtés considèrent que le principal obstacle à la croissance de l'activité mexicaine réside dans la gouvernance. 11% des experts considèrent que le climat est favorable aux investissements (contre 22% en septembre) et 19% des enquêtés anticipent une amélioration du climat des affaires dans les 6 prochains mois (contre 34% en septembre). Les experts prévoient un taux d'inflation de 4,62% en 2018, soit un niveau supérieur pour la 2^{ème} année consécutive à l'objectif d'inflation de Banxico (3%, +/-1pt%), et de 3,8% en 2019. Les experts estiment que l'activité mexicaine devrait croître à un taux de 2,12% en 2018 et de 2,15% en 2019. Les IDE devraient atteindre 27,5 Mds USD en 2018, tandis que le flux d'IDE reçus devrait ralentir en 2019 pour atteindre 26,7 Mds USD, selon les enquêtés.

Les transferts de fonds des migrants (*remesas*) ont connu une croissance de 8,8% g.a. en septembre, soit leur 30^{ème} mois de croissance consécutif, selon BBVA Research. Entre janvier et septembre 2018, les transferts de migrants ont atteint 24,6 Mds USD, soit le flux de *remesas* reçues le plus important sur cette même période depuis leur comptabilisation. En septembre, 8,55 M d'opérations de *remesas* ont été enregistrées sur le mois (+5% g.a.), pour un montant moyen de 317 USD (+3,6% g.a.).

La chute des ventes de véhicules neufs sur le marché mexicain se poursuit. L'Association Mexicaine des Concessionnaires Automobiles (AMDA) prévoit une baisse de -5% (g.a.) du marché sur l'année. Sur le mois d'octobre, les ventes de véhicules neufs ont diminué de -6,4% (g.a.) pour atteindre leur niveau le plus bas depuis 2014, soit 115 360 unités vendues. Selon l'AMDA, la baisse des ventes de véhicules serait due à la perte de pouvoir d'achat des ménages, résultant de la hausse des taux d'intérêt. Entre janvier et octobre 2018, 1,144 M de véhicules neufs ont été vendus au Mexique, soit une baisse de -7% (g.a.).

Selon l'Association de l'industrie automobile mexicaine (AMIA), de janvier à septembre 2018, la production et les exportations mexicaines de *pick-ups* ont diminué de respectivement -11% et -7,5% (g.a.), soit la plus importante contraction enregistrée depuis 2009 sur cette période. La contraction de l'activité serait due aux changements effectués sur les lignes de production par certains constructeurs. Les principaux producteurs de *pick-ups* au Mexique sont General Motors (44% de la production), Chrysler (27%), Toyota (18%) et Nissan (11%). Fiat Chrysler Automobiles est par ailleurs revenu sur son projet de délocalisation de sa production de *pick-ups* du Mexique aux Etats-Unis et a indiqué poursuivre son activité d'assemblage au Mexique.

Selon l'Association mexicaine pour le capital privé (Amexcap), l'annulation de la construction du NAIM à Texcoco n'interrompra pas les investissements privés au Mexique. L'Amexcap estime que le Mexique est un pays relativement plus sûr pour investir, en comparaison des autres pays de la région. Elle estime nécessaire que le futur gouvernement poursuive la politique de soutien à la création de fonds de capital-risque initiée sous le mandat d'Enrique Pena Nieto.

Après avoir enregistré une perte de -4,2% après l'annonce de l'annulation de la construction du NAIM à Texcoco, le principal indicateur boursier mexicain, l'indice des prix et des cotisations de la bourse mexicaine (S&P/BMV IPC), a repris en hausse de +7,5% entre le 3 et le 5 novembre dernier.

La notation des principales agences de notation pour le Mexique est restée identique depuis 2014, mais les perspectives ont été revues à la baisse suite à l'annonce de l'annulation de la construction du NAIM à Texcoco. Moody's donne la notation A3 au Mexique. Fitch met en avant la faiblesse des institutions mexicaines (violence et corruption) pour expliquer une note inférieure, tandis que S&P l'explique par un PIB par tête inférieur à 15 000 USD. Deux des principales agences de notation (HR Ratings et Fitch) ont abaissé leurs perspectives à négatives suite à l'annulation du NAIM. Moody's, S&P, HR Ratings et Fitch ont toutes indiqué qu'un retour sur la réforme énergétique et/ou une dégradation de la situation fiscale seraient de nature à provoquer un abaissement de la notation souveraine du Mexique.

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a indiqué qu'elle ne réviserait pas la perspective de la note souveraine du Mexique avant que le futur gouvernement ne prenne ses fonctions. La note souveraine attribuée par l'agence de notation reste de « BBB+/perspective stable ». S&P a indiqué être particulièrement attentif au contenu du projet de Loi de Finances 2019 de la future administration mexicaine.

Les gestionnaires de fonds de pensions mexicains (*afores*) ont enregistré une moins-value de 6,6 Mds USD (131 Mds MXN) en octobre, soit la pire performance financière en 6 ans, selon le Président de la Commission Nationale du Système d'Epargne Retraite (Consar). Cette moins-value efface les plus-values atteignant 6,5 Mds USD (129,53 Mds MXN) réalisées entre janvier et septembre 2018. Toutefois, le Président de la Consar estime que la valeur de ces actifs devrait être récupérée à moyen terme et a assuré que les investissements réalisés par les *afores* à hauteur de 656 M USD (13 Mds MXN) pour le NAIM seront indemnisés.

Finances publiques

Le Président élu, Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), a présenté les lignes directrices de son Plan National de Développement 2019 - 2020 (PND), qui inclut 67 programmes sociaux. Ils serviront de base pour la programmation et la budgétisation des dépenses publiques fédérales. Les lignes directrices du PND seront (i) paix, État démocratique et droit ; (ii) bien-être social et réduction des inégalités ; (iii) développement économique inclusif. Le PND intègre 3 nouveaux programmes : « Les jeunes construisant le futur », le « Programme National de Reconstruction » et le « Programme de dynamisation pour la planification urbaine, métropolitaine et l'organisation territoriale ». Le budget n'est pas détaillé pour ces programmes. Les 64 programmes sociaux déjà existants correspondent à un budget de 14,5 Mds USD (289 Mds MXN).

AMLO a annoncé que le projet de Loi de Finances 2019 était « prêt dans l'ensemble ». Il maintient que les promesses de campagne seront tenues, que les équilibres macroéconomiques seront respectés et que le pays ne s'endettera pas. Selon lui, le budget 2019 sera respecté grâce à une élimination complète de la corruption. Concernant les dépenses sociales, 6 Mds USD (120 Mds MXN) seraient destinés au paiement des pensions des personnes âgées (64 USD/mois, soit 1 274 MXN/mois), 605 M USD (12 Mds MXN) pour les pensions des individus en situation de handicap (64 USD/mois) et 1,7 Mds USD (35 Mds MXN) seraient alloués au programme de bourses étudiantes (121 USD/mois, soit 2 400 MXN/mois). En matière d'infrastructures, le budget 2019 prévoirait les ressources nécessaires au développement de l'isthme de Tehuantepec (amélioration de la voie ferrée et développement de projets de réhabilitations des ports de Salina Cruz et Coatzacoalcos) et à la construction des 1 500 km de voie ferrée du « Train Maya ».

Dans le cadre du budget 2019, AMLO prévoit de réduire de 5,4 Mds USD (108 Mds MXN) les ressources fédérales destinées aux États et aux municipalités, soit une baisse de - 13,4% (g.a.). Il s'agirait de la 1^{ère} baisse enregistrée sur ces 20 dernières années pour ce poste de dépenses, qui représente la principale source de revenu des États et des municipalités.

Le 5 novembre 2018, l'Assemblée Nationale mexicaine a entériné le montant des pensions versées aux anciens Présidents de la République. Cette législation est entrée en vigueur le 6 novembre 2018. Le changement législatif prévoit l'interdiction, pour tout fonctionnaire, de recevoir une rémunération supérieure à celle du Président de la République (7 920 EUR mensuels).

L'Auditeur Supérieur de la Fédération (organisme technique spécialisé en finances publiques de l'Assemblée Nationale) s'est prononcé en faveur de la création d'un conseil fiscal indépendant, permettant une meilleure estimation des ressources publiques. Selon l'organisme, un conseil fiscal permettrait la soutenabilité budgétaire à moyen et long termes, notamment via l'établissement d'un plafond d'endettement annuel et une estimation des coûts des nouveaux programmes et changements législatifs.

L'administration fiscale mexicaine (SAT) a révélé l'existence d'un réseau d'entreprises fantômes constitué de 13 000 associés et actionnaires de petites et grandes entreprises et de 600 000 entreprises « à risque », créées pour l'évasion fiscale. Les flux facturés atteignent 5 Mds USD (100 Mds MXN). Selon le SAT, des personnes publiques ou politiques seraient identifiées parmi les 13 000 associés et actionnaires.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 07/11/2018
Bourse (IPC)	+2,8%	-5,9%	45 964, 81
Risque pays (EMBI+Mx)	-5,6%	+4,7%	201
Taux de change USD/Peso	-2%	+4,3%	19,89
Taux de change Euro/Peso	-1,2%	+2,3%	22,77
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-6,2%	+20,7%	65,82

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

L'Agence italienne de Coopération pour le Développement (AICS) prévoit d'investir 4 M USD pour améliorer les conditions de vie des femmes dans les zones rurales des pays du Triangle du Nord (Guatemala, Honduras, Salvador). Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre du projet Autonomisation Economique des Femmes porté par ONU Femmes, a pour objectif de leur offrir une formation en entrepreneuriat et de faciliter l'accès au crédit.

L'Amérique centrale recule dans le classement *Doing Business 2019* établi par la Banque Mondiale. Le Salvador, pays le mieux placé de la région, se situe au 85^{ème} rang sur 190 pays évalués, soit 12 places de moins que dans l'édition précédente. Il est suivi par le Guatemala (98^{ème} rang) qui perd une place par rapport à 2018 et 9 par rapport à celle de 2017, affaibli par la faiblesse de ses institutions et les différentes crises politiques qui ont secoué le pays depuis 2015. Le Honduras perd 6 places (121^{ème} rang) et le Nicaragua 5 places (131^{ème} rang).

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), la baisse des cours mondiaux des matières premières (principalement du sucre, -25% ; du café, -14% ; de l'huile de palme, -9%) aura un impact négatif sur les exportations des pays d'Amérique centrale en 2018. Le Guatemala et le Nicaragua anticipent une baisse de leurs exportations de respectivement -0.7% (g.a.) et de -5,4% (g.a.) en 2018. Les exportations du Honduras et du Salvador devraient croître en revanche en 2018 de respectivement +2,4% (g.a.) (contre +9,3% en 2017) et de +6,8% (contre +7,9% en 2017).

Belize

2017 – PIB : 3,2 Mds USD | Pop : 374 000 M

La croissance de l'économie bélizienne est de +3,4% (g.a.) au 1^{er} semestre 2018, selon des estimations de la Banque Centrale.

Le FMI a salué l'atteinte d'un excédent primaire à 1,3% du PIB.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

La Banque centrale a augmenté son taux directeur, qui atteint 5,25% (+25 points de base). Cette hausse s'explique par des prévisions d'inflation pour 2019 supérieures à de l'intervalle cible d'inflation (2%-4%). La BC a augmenté le taux d'intérêt brut des dépôts à un jour de 19 pbs, pour atteindre 3,23%, ainsi que les taux d'intérêt de ses dépôt à terme. La hausse des taux d'intérêt des instruments de dépôts vise à stimuler l'épargne et à atténuer les pressions sur le marché des changes.

L'Institut costaricien d'électricité (ICE) a annoncé l'annulation de la construction de la centrale hydroélectrique de Diquís (650MW) après avoir investi, sur six ans, 146 M USD. Le projet hydroélectrique est annulé en raison de

la chute de la consommation nationale d'énergie. Le pays disposerait d'une capacité électrique suffisante pour répondre à la demande des années à venir, selon l'ICE.

D'ici la fin de l'année, le gouvernement costaricien a besoin de près de 1,5 Md USD, pour le paiement des salaires, des transferts et intérêts de ses dettes. Selon le ministère des Finances, les contrats de placement de dette pourraient permettre d'obtenir ces ressources d'ici fin 2018.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

L'indice de confiance de l'activité économique a connu une hausse de +11% entre septembre et octobre 2018, soit une hausse de +41% en g.a. Le niveau de l'indice reste toutefois très faible, à 29,5 pts.

La dernière enquête de la Banque centrale concernant les pronostics d'inflation des acteurs économiques prévoit une inflation à 4,18% (g.a.) pour décembre 2018 et à 4,35% (g.a.) et 4,47% (g.a.) pour respectivement fin 2019 et fin 2020. Les pronostics de croissance s'établissent à 2,8% (g.a.) pour 2018 et 3,1% (g.a.) pour 2019.

Standard & Poor's confirme la notation du Guatemala à BB- avec perspective stable. D'après l'agence de notation, les déficits fiscaux sont modérés, le niveau d'endettement public est faible et la politique monétaire est solide. L'excédent du compte courant a été favorisé par le dynamisme du commerce extérieur. S&P a pris en compte dans sa notation l'instabilité politique et la faiblesse des institutions qui freinent la croissance économique du pays et juge insuffisantes les prévisions de croissance (3,3%) sur la période 2018-2020 pour réduire de manière significative le niveau de pauvreté sur le territoire.

Le Guatemala a émis des bons du Trésor d'un montant de 1,43 Md USD en 2018 (-15,28% g.a.). D'après le Ministère des Finances, la dernière émission a eu lieu le 30 octobre 2018 pour un montant de 63,9 M USD (taux d'intérêt annuel de 6,49% avec échéance avril 2033).

Le Guatemala et Cuba ont signé un accord ("*Segundo Protocolo Modificatorio para la Profundización del AAP entre Guatemala y Cuba*") **destiné à renforcer les relations commerciales entre les deux pays.** Cet accord, qui s'inscrit dans le cadre de la révision de l'*Acuerdo de Alcance Parcial (AAP)* en vigueur depuis 2001, doit notamment favoriser la mise en place d'un régime de préférences tarifaires pour les produits guatémaltèques et cubains, dont des produits agroalimentaires et manufacturés. Le Guatemala, qui a exporté 27 M USD de marchandises vers le marché cubain depuis le début de l'année 2018, représente le 107^{ème} partenaire commerciale de Cuba.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

L'inflation a atteint 4,7% (g.a.) en octobre 2018, selon la Banque centrale. Cette variation est principalement due à la hausse des prix de l'énergie électrique, des combustibles et de certains aliments périssables et produits vestimentaires. L'inflation reste dans l'intervalle cible de la Banque centrale (4% ±1pt).

D'après la Chambre de commerce honduro-mexicaine, les entreprises mexicaines ont investi plus de 1,5 Md USD au Honduras en 2018, notamment dans les secteurs des télécommunications, de la logistique, des transports, de l'huile de palme ainsi que dans la production d'équipements électriques. Les deux pays ont récemment renforcé leurs liens en matière de commerce et d'investissement dans le cadre du Programme national de développement économique du Honduras 20/20.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Les importations de biens de capital ont chuté de -36% (g.a.) en août 2018, passant de 107 M USD à 69 M USD.

Les ventes poursuivent leur chute : en septembre les ventes de maisons, de véhicules et de chambres d'hôtels ont connu des baisses de respectivement -80% (g.a.), -75% (g.a.) et de -70% (g.a.). Les ventes des agences de communication (-48% g.a.) de distribution de matériel médical (-40%) et de la restauration (35% g.a.) ont également connu de fortes baisses.

Le Nicaragua a participé au séminaire « Trade and Investment Opportunities in Central America » organisé à Taipei par le Central America Trade Office (CATO), agence taiwanaise qui vise à renforcer les échanges commerciaux entre Taiwan et l'Amérique Centrale. Plus de 100 représentants d'entreprises taiwanaises étaient présentes à l'événement pour y découvrir les possibilités d'investissement dans le pays. Certains participants ont notamment affirmé vouloir investir dans la fabrication de meubles, dans les secteurs de la chaussure, de l'aquaculture, du tourisme et de l'agroalimentaire.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

De janvier à septembre 2018, les primes d'assurance souscrites ont crû de +4,9% (g.a.), atteignant 1,1 Md USD. Le segment de la santé conserve la plus forte part de marché, avec 21% des primes totales. Sur la période, les primes souscrites dans la santé ont augmenté de +9%, à 233 M USD. Elles sont suivies de l'automobile, représentant 20% du marché, et atteignant 227 M USD des primes vendues.

De janvier à septembre 2018, le coût des nouvelles constructions a chuté de -40% (g.a.). Il atteint 991 M USD avec 7 757 projets, pour lesquels des permis de construire ont été accordés.

Sur les 9 premiers mois de l'année 2018, les ventes de véhicules neufs ont baissé de -12,8%, soit 37 078 véhicules vendus. Cette baisse est dans la continuité de la contraction de -13,3% enregistrée de janvier à septembre 2017.

Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'un bureau agro-commercial à Shanghai au début de l'année 2019. Le Panama a ouvert son premier bureau commercial à Rotterdam, en août 2018, dans le cadre de sa stratégie d'augmentation des exportations panaméennes vers le marché européen.

Les revenus du Canal de Panama atteignent 3,171 Mds USD à la fin de l'année budgétaire 2017/18 (octobre/septembre). Les revenus ont augmenté de 319 M USD par rapport à l'exercice précédent. Le Canal enregistre un record de 442,1 millions de tonnes CP/SUAP, soit au-dessus des prévisions de 429,4 millions de tonnes, et en hausse de 9,5%, comparé à 2017. La voie navigable et les flux économiques liés sont responsables de 70% de l'économie panaméenne.

Le 19 octobre 2018, le Panama a émis un bon du Trésor d'un montant de 550 M USD, arrivant à échéance en 2050, afin de financer le budget de l'exercice fiscal en cours. L'émission a reçu une demande représentant plus du double de l'offre, avec un coupon de 4,92%, sur 30 ans. Le gouvernement dispose de 300 M USD supplémentaires, après avoir porté à 2% la limite du déficit budgétaire pour cette année, qui seront obtenus grâce à un prêt de la Banque nationale du Panama.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

La Banque interaméricaine de développement (BID) approuve une ligne de crédit de 250 M USD pour financer des projets d'infrastructures et d'énergies renouvelables. Les investissements dans ces 2 secteurs devraient permettre d'améliorer la compétitivité du pays (en réduisant les coûts de logistique et d'électricité) et de favoriser une croissance économique inclusive, via la création de nouveaux emplois. D'après la BID et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), entre 2008 et 2015, le Salvador n'a consacré que 1,51% de son PIB à des projets d'infrastructures, un pourcentage inférieur à la moyenne régionale (2,64% du PIB).

Le Président salvadorien Sánchez Cerén a rencontré à Pékin son homologue chinois, Xi Jinping, dans le cadre du salon international des importations chinoises (China International Import Expo – CIIE). La visite a donné lieu à des accords de coopération visant à améliorer la qualité de vie de la population salvadorienne. Les domaines concernés sont la santé, l'éducation et l'approvisionnement en eau.

Barbade

2017 – PIB : 5 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

La Banque centrale prévoit pour 2018 une contraction de l'économie comprise entre -0,25% et -0,75% du PIB et une croissance de +0,5% pour l'année 2019.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

Haïti est classé 182^{ème} sur 190 au classement du rapport *Doing Business 2019* de la Banque Mondiale, soit un recul d'une place par rapport au rapport de 2018. Au classement 2019, le Venezuela (188^{ème}) est le seul pays latino-américain moins bien classé qu'Haïti.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le FMI a réalisé la 4^{ème} revue de l'économie jamaïcaine dans le cadre du programme qui le lie le FMI au gouvernement jamaïcain. Il a rappelé le fort engagement des autorités en faveur de l'application du programme, en mettant toutefois en avant la nécessaire accélération de l'agenda de réformes structurelles afin de dynamiser la formation de capital, la croissance et la création d'emploi. La nouvelle législation visant à la modernisation de la Banque centrale a été saluée.

Malgré l'amélioration de sa note au classement *Doing Business 2019* de la Banque Mondiale, la Jamaïque se situe à la 75^{ème} place sur 190 pays. Elle est classé 6^{ème} au classement des pays où créer une entreprise est facilité (2 procédures, 3 jours), et dans le top 20 relatif à la facilité d'accès au financement via le crédit.

En juillet 2018, le taux de chômage a atteint un niveau historiquement bas (8,4% de la population active, soit une baisse de -1,3 pt% depuis avril 2018 et de -2,9 pts% en glissement annuel). Le déclin du taux de chômage est dû à une augmentation du nombre personnes occupées, combinée à une réduction du nombre de personnes sur le marché du travail.

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

La République dominicaine, qui a établi des relations diplomatiques avec la Chine en mai 2018 suite à la rupture des relations avec Taïwan, souhaite rééquilibrer sa balance commerciale avec la Chine. Cette demande a été formulée par le Président dominicain Danilo Medina lors de l'inauguration de la 1^{ère} exposition internationale des importations chinoises.

La République dominicaine a amélioré sa position au classement de l'Indice de Connectivité Maritime des Nations Unies : elle est 45^{ème} sur les 176 économies évaluées, et 6^{ème} au niveau régional, devant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et les Bahamas.

La Banque centrale dominicaine maintient son taux d'intérêt directeur à 5,50%.

En septembre, l'inflation s'est élevée à 3,29%, soit le 3^{ème} mois de baisse consécutive, et se situe dans l'intervalle cible de la BC (4% ±1pt).

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M

Selon l'institut national de statistiques, la croissance de l'île atteindra 1,9% (g.a.) pour l'année 2018, contrastant avec la contraction de l'économie enregistrée en 2017 (-1,9% g.a.). En octobre, les prévisions de croissance du FMI pour Trinité-et-Tobago s'élevaient à 1%.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.